



Publié le 16/06/2023

**ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE N° 2023-342 PORTANT
AUTORISATION D'OCCUPER LE DOMAINE PUBLIC**

Le Maire

- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et suivants,
- **Vu** le Code de la Sécurité Intérieure, articles L211-1 et suivants,
- **Vu** le Code de la Voirie Routière,
- **Vu** la demande en date du 31 mai 2023, par laquelle l'ASCA PECHE sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public communal en vue d'organiser une journée cohésion entre adhérents sur l'aire de pique-nique du Bois d'AUREILHAN, avenue du Bois à AUREILHAN

ARRÊTE

Article 1 :

Monsieur Roger BENAC, Président de l'ASCA Pêche, est autorisé à occuper l'aire de pique nique du bois d'AUREILHAN, le samedi 22 juillet 2023, de 07h00 à 16h00.

Article 2 :

La présente autorisation est accordée à titre précaire. Elle est personnelle et incessible.

Article 3 :

Le permissionnaire veillera à conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toutes les périodes d'occupation. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire.

Article 4 :

Le permissionnaire devra laisser un passage d'un mètre vingt minimum devant permettre la circulation des poussettes-landaus, fauteuils roulants et autres sur le domaine public réservé à ces fins.

Article 5 :

La présente autorisation est révocable à tout moment, sans indemnité, en cas de non-respect par le permissionnaire, des conditions précitées ou pour toute autre raison d'intérêt général.

Article 6 :

Le présent arrêté fera l'objet d'une publicité sous format dématérialisé sur le site de la Ville.

Article 7 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet soit d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire, soit d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Pau, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, de son affichage ou de sa notification, ou dans un délai de 2 mois à compter de la réception de la décision explicite ou implicite de rejet opposé au recours gracieux effectué.

Article 8 :

Madame la Directrice Générale des Services est chargée de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera transmise à :

- M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique,
- M. le Directeur Départemental du service d'Incendie et de Secours.

Fait à AUREILHAN, le 12 juin 2023.

**La Maire-Adjoint,
Déléguée à la sécurité,**



Frédérique BELLARDI